



Soutien des organisations de jeunes face à l'acharnement qui vise l'UNEF

Depuis une semaine, la droite et l'extrême droite inondent médias et réseaux sociaux pour demander la dissolution de l'UNEF, le syndicat étudiant. L'offensive de ces forces réactionnaires se fait au lendemain d'une mobilisation massive des jeunes partout en France.

Une polémique stérile cachant la réalité de la jeunesse

Ce déferlement de haine à l'encontre du syndicat étudiant se tient dans un climat nauséabond entretenu par le Gouvernement. En déclarant que les universités seraient "gangrenées par l'islamo-gauchisme", une notion sans aucun fondement scientifique, Frédérique Vidal a ouvert la porte à ces dérives.

Les jeunes et les étudiant·e·s sont aujourd'hui les premières victimes des crises que nous traversons. Chômage, décrochage, retard scolaire, précarité, isolement sont devenus le quotidien de millions de jeunes. Notre avenir n'a jamais été autant mis à mal par les politiques libérales. Alors que les organisations de jeunes s'unissent et imposent dans le débat public leurs revendications, les forces de droite s'allient pour détourner le débat public en créant une fausse polémique.

Une fois de plus, la droite et l'extrême droite s'illustrent par des méthodes d'intimidation ignobles. Le harcèlement quotidien dont sont victimes les militant·e·s de l'UNEF, les appels aux viols et aux meurtres sont particulièrement abjectes. Ces actes ne peuvent rester impunis et ne sauraient être tolérés dans un état de droit.

La surenchère complice du Gouvernement sur ces polémiques est particulièrement insupportable. Afin de masquer sa gestion calamiteuse de la crise notamment vis à vis des jeunes et des étudiant·e·s, l'exécutif s'adonne à une surenchère dangereuse. Nous dénonçons une tactique grossière et un emballement médiatique qui permet au gouvernement de masquer son incapacité à répondre aux besoins et aspirations des jeunes.

Vouloir dissoudre l'UNEF est une atteinte à la démocratie et à la liberté syndicale et associative

Vouloir dissoudre une organisation syndicale est particulièrement dangereux pour notre démocratie. La demande de dissolution de l'UNEF, qui émane de parlementaires de droite et d'extrême droite, est scandaleuse. Les militant·e·s de l'UNEF s'engagent quotidiennement pour la défense des étudiant·e·s. S'attaquer à l'UNEF, syndicat étudiant est inadmissible. Alors même que les jeunes sont les plus durement touchés pendant cette crise sanitaire, ces attaques n'auront pas raison de notre engagement.

Nous continuerons de nous battre ensemble face aux attaques des forces réactionnaires et libérales. Face à la casse de nos formations, la hausse de la précarité des jeunes, la fragilité de nos parcours, nous répondons par l'engagement et la mobilisation. Face à ces attaques, notre motivation et notre détermination ne sont que plus grandes. La meilleure réponse reste celle de l'engagement pour un projet émancipateur pour les jeunes, ce qui s'inscrit évidemment dans les valeurs républicaines. Dans le respect de ces valeurs, chaque organisation associative, syndicale et de jeunes doit pouvoir rester libre de choisir la façon dont elle choisit de s'organiser. Il n'appartient pas au gouvernement de choisir les représentant·e·s des organisations de jeunesse, ni d'influer sur leurs décisions.

Nous, organisations de jeunes, syndicales, politiques, lycéennes et étudiantes, apportons notre soutien aux militant·e·s de l'UNEF. Nous dénonçons la criminalisation de l'action syndicale et la stigmatisation des forces luttant pour le progrès social et l'égalité.

Nous restons mobilisé·e·s pour défendre l'intérêt des jeunes, des étudiant·e·s et pour lutter contre toute forme de discrimination.